

Autorisation de défrichement n° 07-30139

Commune de SAINT-JEAN-DE-MUZOLS

(parcelles D 734, 736 et 738)

M. PEYROT Alain

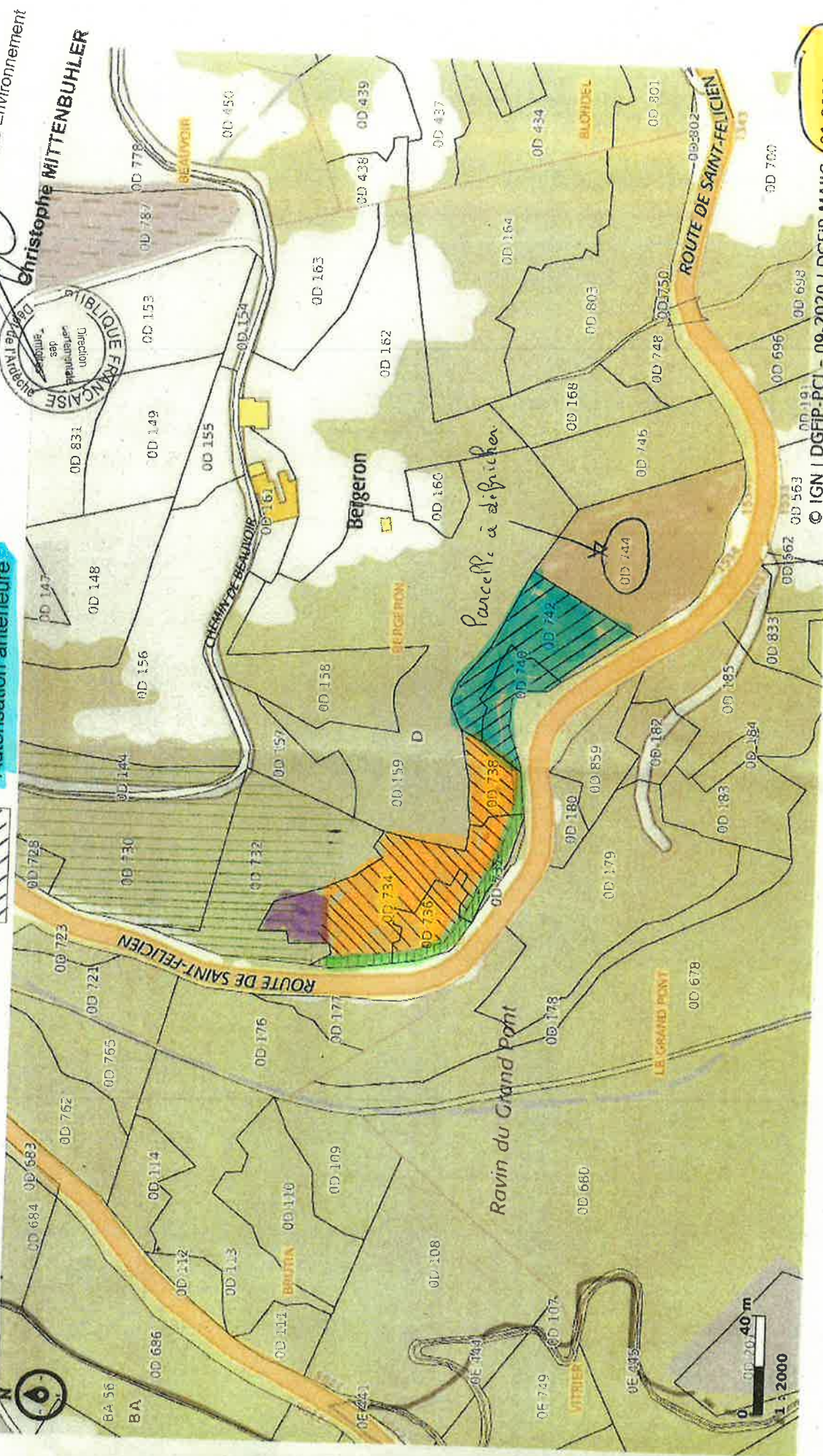
Zone à défricher sur 2 902 m²

Maintien d'une bande boisée sur 689 m²

Espace boisé classé – Maintien de la superficie boisée sur 415 m²

Autorisation antérieure

Christophe MITTENBUHLER



1^{ère} Autorisation } parcelle 740 et 742
en 2019 } pour une surface de 0,2187 ha
soit la totalité des 2 parcelles.

2^{ème} Autorisation) Parcelle 734, 736 et 738
en 2020) Total surface des parcelles. 0,4006 ha
Autorisation portant sur une surface de 0,2902 ha
Soit une surface Totale défrichée de 0,5089 ha



**PRÉFET
DE L'ARDÈCHE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Départementale des
Territoires de l'Ardèche**

Service environnement
Unité forêt
Affaire suivie par : Cédric CHEYNEL
Tel : 04 75 66 70 77
cedric.cheynel@ardeche.gouv.fr

LRAR N° 1A 200 654 8781 2

Privas, le **14 NOV. 2022**

Monsieur,

Par demande reçue le 27 octobre 2022 à la direction départementale des territoires, vous sollicitez une autorisation de défrichement pour une surface boisée de 0,3371 ha située sur le territoire de la commune de Saint-Jean-de-Muzols.

Deux autorisations de défrichement vous ont été octroyées le 24 avril 2019 et le 25 janvier 2021 pour le défrichement d'une surface de 0,5089 ha sur la commune de Saint-Jean-de-Muzols occasionnant un cumul de surface défrichées ou à défricher supérieur à 5000 m² sur votre propriété et entraînant de fait l'obligation de solliciter une demande de cas par cas auprès de l'Autorité Environnementale (DREAL).

Après examen, votre dossier est incomplet.

Vous voudrez bien me transmettre avant le 30 décembre 2022 les pièces suivantes dont la production est indispensable pour instruire votre demande d'autorisation de défrichement :

- la décision de dispense d'évaluation environnementale prise par l'autorité environnementale (dossier joint à compléter et à retourner à la DREAL AURA - service CIDDAE - Pôle autorité environnementale - 7 rue Léo Lagrange - 63033 CLERMONT-FERRAND cedex 01 ou dans le cas contraire l'étude d'impact du projet.

Je vous informe que le délai au terme duquel, à défaut de décision expresse, la demande est réputée acceptée, ne court qu'à compter de la réception des pièces requises.

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de ma considération distinguée.

Monsieur Alain PEYROT
[REDACTED]
07610 LEMPS

Le Chef de l'unité forêt
Antoine QUILLOTEAU



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE L'ARDÈCHE

Direction départementale
des territoires
Service environnement
Pôle Nature
Unité Forêt

Arrêté préfectoral n° 07-2019-04-24-010 Relatif à une autorisation de défrichement délivrée à Monsieur Alain PEYROT sur la commune de SAINT-JEAN-DE-MUZOLS

**Le préfet de l'Ardèche,
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite,**

VU le code forestier, notamment ses articles L.341-1 et R.341-1 et suivants,

VU le décret n° 2009-1484 du 3 décembre 2009 relatif aux directions départementales interministérielles,

VU l'arrêté préfectoral du 12 novembre 2018 n° 07-2018-11-12-019 portant délégation de signature au directeur départemental des territoires de l'Ardèche,

VU l'arrêté préfectoral du 29 janvier 2019 n° 07-2019-01-29-003 portant subdélégation de signature,

CONSIDERANT le dossier de demande d'autorisation de défrichement n° 2073 reçu complet le 16 avril 2019 et présenté par Monsieur Alain PEYROT, dont l'adresse est [REDACTED] 07610 LEMPS et tendant à obtenir l'autorisation de défricher 0,2187 ha de bois situés sur le territoire de la commune de SAINT-JEAN-DE-MUZOLS (Ardèche),

CONSIDERANT qu'il résulte de l'instruction que la conservation des bois ou des massifs qu'ils complètent, ou le maintien de la destination des sols n'est nécessaire pour aucun des motifs mentionnés à l'article L.341-5 du code forestier,

SUR PROPOSITION du directeur départemental des territoires de l'Ardèche,

ARRETE

Article 1 - Le défrichement de 0,2187 ha de bois situé sur la commune de SAINT-JEAN- DE-MUZOLS et dont les références cadastrales sont les suivantes est autorisé :

Commune	Section	N°	Surface cadastrale	Surface autorisée
SAINT-JEAN-DE-MUZOLS	D	740	0,0574	0,0574
		742	0,1613	0,1613

Article 2 – Durée de validité

La durée de la validité de cette autorisation est de 5 ans à compter de sa délivrance.

Article 3 – Conditions au respect desquelles la présente décision est subordonnée

Le défrichement devra être exécuté pour la réalisation de travaux de mise en culture de vigne.

Un boisement ou reboisement compensateur sur une surface de 0,2187 ha sera exécuté, sur d'autres terrains, par le titulaire de la présente autorisation, dans un secteur écologiquement comparable, en application de l'article L.341-6 I° du code forestier.

Le boisement / reboisement sera réalisé à l'intérieur ou en continuité d'un massif boisé de plus de 4 ha. La largeur minimale du boisement / reboisement est de 20 mètres. Le choix des essences et des régions de provenance doit être conforme aux dispositions de l'arrêté régional du 17 novembre 2011 relatif à l'utilisation des matériels forestiers de reproduction éligibles aux aides de l'Etat dans les projets de ~~boisements et de reboisements, ainsi qu'aux catalogues de stations existants~~. Le travail éventuel du sol, la densité et les modalités de plantation doivent être compatibles avec les recommandations du guide « Comment réussir la plantation forestière ».

Les travaux de boisement ou de reboisement projetés devront faire l'objet d'une validation technique préalable par la direction départementale des territoires.

Le titulaire de la présente autorisation dispose d'un délai maximal d'un an à compter de la notification de cette obligation pour transmettre à la direction départementale des territoires un acte d'engagement des travaux à réaliser ou verser au Fonds stratégique de la forêt et du bois une indemnité équivalente fixée à 1 000 €. Ces travaux feront l'objet d'un contrôle de l'administration pendant une période de 5 ans à compter de la transmission de l'acte d'engagement des travaux à réaliser.

A défaut, l'indemnité sera mise en recouvrement dans les conditions prévues pour les créances de l'Etat étrangères à l'impôt et au domaine.

Afin de réduire l'érosion des sols, le maintien et la restauration des terrasses existantes sera réalisé sur l'ensemble du projet.

La réglementation sur l'emploi du feu devra être respectée durant les travaux de déboisement sur ces terrains sensibles aux incendies de forêts.

Article 4 – Transfert de propriété

En cas de transfert de propriété de tout ou partie des terrains concernés pendant la durée de validité de la présente autorisation, le bénéficiaire de l'autorisation est tenu d'en informer préalablement la direction départementale des territoires.

A défaut d'une décision de transfert de l'autorisation au profit du ou des nouveaux propriétaires prononcée par l'autorité administrative, le bénéficiaire initial de l'autorisation reste seul responsable de la bonne réalisation des conditions figurant à l'article 3 de la présente décision.

Article 5 – Publication

La présente autorisation sera affichée 15 jours au moins avant le début des travaux :

- sur le terrain par les soins du bénéficiaire jusqu'à la fin des travaux,
- à la mairie, pendant deux mois à compter du début des travaux : le demandeur déposera à la mairie, le plan cadastral des parcelles à défricher qui sera consultable pendant toute la durée des travaux. Mention en sera faite sur les affiches apposées en mairie et sur le terrain.

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de l'Ardèche. Il sera notifié au demandeur.

Article 6 – Délais et voies de recours

La présente autorisation peut être contestée devant le tribunal administratif de Lyon dans un délai de deux mois à compter de la publication ou de la notification de cette décision.

Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site www.telerecours.fr.

Article 7 – Exécution

Le directeur départemental des territoires de l'Ardèche et le maire de la commune de situation des travaux sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Privas, le 24 avril 2019

Pour le Préfet et par délégation,
Pour le directeur départemental des territoires,
Le responsable du pôle nature


Le Responsable du Pôle Nature

Christian DENIS

Christian DENIS